



*Signataire : Patrick Saudan*

*Date de dépôt : 28 novembre 2022*

## **Question écrite**

**Que compte faire le Conseil d'Etat pour ramener le nombre des centres de chirurgie cardiovasculaire à Genève à un niveau plus compatible avec les besoins réels de la population genevoise ?**

En moyenne en Suisse 1 patient sur 1000 aura besoin d'une intervention de chirurgie cardiaque par an. Celle-ci doit se pratiquer dans des centres disposant de soins intensifs, d'un personnel compétent et d'une présence en permanence de chirurgiens cardiovasculaires pour réintervenir en urgence en cas de nécessité. Ces interventions sont à risque et le maintien de la qualité du centre et de ses équipes nécessite donc un volume opératoire minimal pour le centre et pour les chirurgiens. Les standards internationaux de qualité exigent donc un nombre minimal d'opérations du cœur par service. Dans les pays voisins de la Suisse (France, Allemagne et Autriche), les minimums fixés par les instances compétentes varient entre 300 et 400 opérations/an. Il est aussi fortement recommandé selon les directives internationales qu'un chirurgien cardiaque opère au moins 150 patients/an. En Suisse, nous avons 19 services de chirurgie cardiaque : 5 hospitalo-universitaires, 5 hôpitaux généraux et 9 dans des cliniques privées, donc environ 1 service pour 430 000 habitants.

En comparaison, la France et l'Allemagne disposent respectivement de 63 et 78 unités de chirurgie cardiovasculaire, donc une pour environ un peu plus d'un million d'habitants.

A Genève, dont le bassin de population n'est que de 500 000 habitants, il y a actuellement 3 unités où une chirurgie cardiaque peut être pratiquée (les HUG, l'hôpital de la Tour et la clinique des Grangettes), qui se partagent donc les 350 interventions de chirurgie cardiaque effectuées par an à Genève. Indépendamment du problème de la consommation énergétique qui est

probablement amplifiée par la multiplication des structures médico-chirurgicales (le secteur de la santé, tous domaines confondus, est responsable mondialement d'environ 5% des émissions de gaz à effet de serre), le nombre d'interventions semble être trop faible à Genève pour assurer une qualité conforme aux standards recommandés. Il existe une relation entre le volume et la qualité des résultats. En outre, la diminution du nombre d'interventions pratiquées aux HUG risque de ne plus permettre de former correctement dans l'avenir les futurs chirurgiens.

Je prie le Conseil d'Etat de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

- *Est-ce que la qualité des soins prodigués en chirurgie cardiovasculaire dans ces trois unités est vérifiée en termes de morbi-mortalité par le département ?*
- *Est-ce que toutes ces unités disposent en permanence d'un chirurgien cardiovasculaire joignable en urgence ?*
- *Que compte faire le Conseil d'Etat pour aider les HUG à pérenniser la qualité de la formation genevoise en chirurgie cardiovasculaire ?*
- *Enfin, que compte faire le Conseil d'Etat pour ramener le nombre de centres de chirurgie cardiovasculaire à Genève à un niveau plus compatible avec les besoins réels de la population genevoise ?*

Je remercie le Conseil d'Etat des réponses qu'il apportera à cette question écrite.